

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT

2011



Pour l'essor de notre continent.
Developing our continent.

Sommaire

Table of contents

Banques et Filiales du Groupe	1
<i>Group Banks and Subsidiaries</i>	
Les points forts du Groupe	2-3
<i>Group strong points</i>	
Produits et Services disponibles	4
<i>French only</i>	
Rapport d'Activité Exercice 2011	
<i>Activity Report Fiscal year 2011</i>	
Le mot du Directeur Général	6-7
<i>Comments from the Managing Director</i>	
Faits marquants 2011	8
<i>Highlights</i>	
Chiffres-clés 2011	9
<i>Key figures</i>	
Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA	10-11
<i>French only</i>	
Conseil d'Administration, Capital	12
<i>Board of Directors, Capital</i>	
Rapport du Conseil d'Administration	13-23
<i>Report by the Board of Directors</i>	
Rapports des Commissaires aux Comptes	
• Rapport Général	24-26
• Rapport Spécial	27-28
<i>French only</i>	
Bilan et Compte de Résultat	29-35
<i>Balance sheet and Income statement</i>	
Résolutions	36-41
<i>Resolutions</i>	
Annexes	42-52
<i>French only</i>	
Notes	53



BANK OF AFRICA – NIGER

8 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

8 Branches in Niamey.
8 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences à Bamako.
8 Agences régionales et 5 Bureaux de proximité.

15 Branches in Bamako.
8 Regional Branches and 5 Local Branches.

BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences à Dakar.
7 Agences régionales.

18 Branches in Dakar.
7 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

14 Agences à Ouagadougou.
11 Agences régionales.

14 Branches in Ouagadougou.
11 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

12 Agences à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

12 Branches in Abidjan.
8 Regional Branches and 1 Local Branch.

BANK OF AFRICA – GHANA

14 Agences à Accra.
5 Agences régionales.

14 Branches in Accra.
5 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – BÉNIN

23 Agences à Cotonou.
19 Agences régionales.

23 Branches in Cotonou.
19 Regional Branches.

BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

1 Agence à Cotonou.

1 Branch in Cotonou.

Banques et Filiales du Groupe

Group Banks and Subsidiaries



BOA-FRANCE

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

4 Branches in Paris.
1 Branch in Marseille.

BUREAU DE REPRÉSENTATION DU GROUPE BOA BOA GROUP REPRESENTATIVE OFFICE

Siège à Paris, France.
Head Office in Paris, France.

BANK OF AFRICA – MER ROUGE

3 Agences à Djibouti.
3 Branches in Djibouti.

BANK OF AFRICA – KENYA

10 Agences à Nairobi.
12 Agences régionales.
10 Branches in Nairobi.
12 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – UGANDA

18 Agences à Kampala.
12 Agences régionales.
18 Branches in Kampala.
12 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – TANZANIA

10 Agences à Dar es Salaam.
6 Agences régionales.
10 Branches in Dar es Salaam.
6 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

20 Agences à Antananarivo.
47 Agences régionales.
20 Branches in Antananarivo.
47 Regional Branches.

BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

(BCB) Intégrée au Réseau BOA en 2008.
7 Agences et 3 Guichets à Bujumbura.
11 Agences et 2 Guichets en province.
(BCB) Integrated into BOA network in 2008.
7 Branches and 3 Counters in Bujumbura.
11 Branches and 2 Counters in Provinces.

BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.
7 Branches in Kinshasa.
1 Regional Branch.

FONDATION BANK OF AFRICA BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.
Head Office in Bamako.
Presence in 11 countries where the Group operates.

ÉQUIPBAIL – MADAGASCAR

AGORA

BOA-ASSET MANAGEMENT

Siège à Abidjan.
Head Office in Abidjan.

ACTIBOURSE

Siège à Cotonou.
1 contact dans chaque BOA.
1 bureau de liaison à Abidjan.
Head Office in Cotonou.
1 contact in each BOA company.
1 Liaison Office in Abidjan.

AÏSSA

ATTICA

Points forts du Groupe BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA Group strong points

- ▶ **La qualité du service offert à la clientèle**
Quality of customer service
- ▶ **Le dynamisme et la disponibilité des équipes**
Dynamic, accessible staff
- ▶ **La solidité financière**
Financial solidity
- ▶ **La cohésion du réseau**
Cohesive network
- ▶ **La diversité des financements proposés**
Wide range of financing solutions
- ▶ **L'expertise en ingénierie financière**
Expertise in financial engineering
- ▶ **La puissance des partenaires**
Strong partners



**CA GROUPE
2011**

Group turnover

± 385 M€



1 200 000 comptes bancaires - 1,200,000 bank accounts

Un réseau puissant

Plus de 4 500 personnes à votre service.

Environ 340 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 15 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 450 unités au 30 juin 2012, en expansion continue.

Près d'un million deux cent mille comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

Un partenaire bancaire de référence, BMCE BANK, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

Des partenaires stratégiques, dont :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

Un développement continu depuis 30 ans.

A strong network

More than 4,500 people at your service.

About 340 dedicated operating and service support offices in 15 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 450 at 30 June 2012.

Close to one million two hundred thousand bank accounts.

A wide and varied offer

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

A leading banking partner, BMCE BANK, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

Strategic partners, including:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

Unique experience in Africa

Continuous development for 30 years.

Produits & services disponibles

RÉSEAU BOA FRANCOPHONE

BOA-BURKINA FASO

Assurances	Assurance Études	
	Assurance Prévoyance	
	Assurance Retraite	
Comptes	Compte Chèque	
	Compte Devises	
	Compte Elite	
	Compte Jeunes	
Épargne	Bons de Caisse	
	Bons du Trésor par Adjudication	
	Compte Épargne « Compte Épargne Classic »	
	Compte Épargne Elite	
	Dépôt à Terme	
	Plan Épargne Ambition	
	Plan Épargne Éducation	
	Plan Épargne Logement	
	Plan Épargne Pèlerinage	
M-Paiement	Airtel Money	
	Orange Money	
Monétique	Carte SÉSAME	
	Carte SÉSAME +	
	Carte SÉSAME ÉPARGNE	
	Carte VISA LIBRA	
	Carte VISA PROXIMA	
	Carte VISA Prépayée TUCANA	
	Cash Advance MASTERCARD	
Multimédia	B-Phone - B-SMS	
	B-Web	
Packages	Pack FONXIONARIA	
	Pack MON BUSINESS	
	Pack SALARIA	
Prêts	Avance	
	Avance Tabaski	
	Découvert Autorisé (Automatique)	
	Microfinance	
	Prêt Assurances	
	Prêt Collectif	
	Prêt Consommation	
	Prêt Équipement	
	Prêt Étudiant 2iE	
	Prêt Événements Familiaux	
	Prêt Habitation	
	Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »	
	Prêt Informatique	
	Prêt Personnel	
	Prêt Première Installation	
	Prêt Rechargeable	
	Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'école »	
Prêt Véhicule		
Transferts & change	Change Manuel	
	Chèques de Voyage	
	T-Cash	
	Transfert Flash	
	Western Union	

Entreprises : large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

PLAN EPARGNE LOGEMENT

Epargnez pour acheter votre maison

BANK OF AFRICA BENIN
GROUPE BANK OF AFRICA

SÉSAME ÉPARGNE

Acceptée sur tous les distributeurs BOA de l'UEMOA

BANK OF AFRICA BENIN
GROUPE BANK OF AFRICA

Prêt Ma Maison

Remboursement sur **15 ans** possible

Pour acheter ou construire votre maison

BANK OF AFRICA BURKINA FASO
GROUPE BANK OF AFRICA

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2011
Activity Report



Le mot du Directeur Général

Comments from the Managing Director



L'exercice 2011 a été marqué par une évolution favorable de la plupart des indicateurs de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO). Les ressources collectées auprès de la clientèle ont dépassé le seuil symbolique des 200 milliards de F CFA, pour s'établir à 223 milliards de F CFA, enregistrant ainsi un taux de croissance de 12,7 % sur une année glissante.

L'activité de distribution de crédits a été tout aussi intense, avec une réalisation de 140 milliards de F CFA, qui traduit une performance bien au-delà de nos objectifs budgétaires.

En termes de résultats, le Produit Net Bancaire (PNB) connaît une augmentation significative de 29,5 %, permettant, grâce à une bonne maîtrise des charges d'exploitation, de réaliser un bénéfice net proche de 5 milliards de F CFA, en progression de 60 % par rapport à l'année précédente. Le coefficient d'exploitation se situe à 46,4 %, niveau en nette amélioration par rapport au référentiel sectoriel.

Ces réalisations ont permis de consolider notre solidité financière et d'accroître nos capacités opérationnelles. Les fonds propres avant répartition de la Banque se sont bonifiés de 20 % au cours de la période, avec un total de bilan qui se monte à 286 milliards de F CFA, soit un accroissement de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

En dépit d'un marché caractérisé par une forte montée en puissance de la concurrence, notre Banque, avec 25 agences et 34 Guichets Automatiques Bancaires (GAB), conforte sa position d'acteur majeur sur le marché bancaire national et s'affirme comme un établissement financier de référence dans la sous-région, notamment par l'importance de ses opérations dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à la poursuite diligente des chantiers opérationnels entrepris depuis 2010 dans le cadre du Plan Triennal

2011 featured an improvement in most indicators for BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO). Customer deposits exceeded the symbolic threshold of CFAF 200 billion, reaching CFAF 223 billion, hence a 12.7% year-on-year increase.

Lending activity was just as intense, at CFAF 140 billion, which is well above our budgeted forecasts.

In terms of results, Net Banking Income (NBI) rose significantly, by 29.5%. Consequently, due to tight control of operating costs, net income approached CFAF 5 billion, a 60% increase over the previous year. The cost-income ratio came to 46.4%, a clear improvement compared to the sector benchmark.

This performance helped consolidate our financial solidity and enhance our operating capacities. The Bank's equity capital before distributions rose by 20% in 2011, with total assets of CFAF 286 billion, up 25% from the previous financial year.

On an increasingly competitive market, our Bank, with its 25 branches and 34 automatic teller machines (ATMs), consolidated its position as a major player on the domestic banking market and reinforced its status as a benchmark financial establishment in the sub-region, particularly by the scale of its operations in the West African Economic and Monetary Union (WAEMO).

These achievements were made possible by the continued diligence in implementing operational projects undertaken since 2010 as part of the 2010-2012 Three-Year Development Plan. These projects concern two vital constituents in our company's environment and remain at the heart of what we do.

de Développement (PTD) 2010-2012. Ces chantiers ont concerné deux composantes essentielles de l'environnement de notre entreprise, et continuent d'ailleurs d'être au cœur de notre action.

La première composante, ce sont bien sûr nos clients, qui n'ont cessé de nous faire confiance. En effet, c'est parce que nos clients sont restés fidèles à nos produits et services que nous avons pu réaliser ces performances appréciables.

Afin de toujours mieux servir et fidéliser cette clientèle, la démarche « qualité », dispositif visant l'amélioration constante de la qualité du service à la clientèle, a été renforcée.

La deuxième composante, ce sont nos collaborateurs, cheville ouvrière de la réalisation de notre programme et de l'atteinte de nos objectifs, dont l'engagement au quotidien est à saluer. C'est pourquoi notre action a visé, au cours de l'exercice écoulé, à mobiliser, fédérer et canaliser les énergies de nos ressources humaines vers une culture d'entreprise forte dans laquelle chaque travailleur trouve sa place au sein de notre institution. Cette action volontariste de valorisation du capital humain, facteur clé du développement de toute entreprise, s'est traduite par la responsabilisation accrue du personnel à travers une délégation de pouvoir plus étendue à certains de nos collaborateurs, la création de nouveaux postes de responsabilité et la formation professionnelle continue, afin que l'ensemble des ressources humaines puissent s'adapter aux exigences du marché et aux évolutions technologiques de la profession.

Au-delà des axes prioritaires ci-dessus, nos actions s'inscriront, pour la période à venir, sur le renforcement de l'activité commerciale, l'amélioration constante de la qualité du portefeuille et l'élargissement de l'offre de produits proposée à la clientèle.

En définitive, l'objectif sera de placer le client au centre de notre stratégie, donc de bâtir nos actions autour de la relation clientèle, avec pour finalité un service attentif, adapté et diversifié, à travers un réseau d'agences dont il faut poursuivre l'expansion. Le dispositif d'accueil sera complété par la construction de notre futur siège et l'année 2012 marquera une étape essentielle dans la mise en œuvre de ce projet important.

Sébastien TONI
Directeur Général

The first constituent is, of course, our customers, who have continued to place their trust in us. It is because our customers have remained loyal to our products and services that we have been able to achieve this remarkable performance.

To continue to better serve our customers and ensure their loyalty, we have strengthened our Quality process which aims to constantly improve customer service.

The second constituent is our employees, who are the cornerstone in conducting our business and achieving our objectives, and I would like to pay tribute to their daily commitment. This is why, during the past year, we have sought to mobilise, consolidate and channel the energies of our human resources into a strong corporate culture in which each employee finds their place within our organisation. This proactive effort to get the most out of our human capital, which is a key factor in the development of any company, has led to greater empowerment of staff through delegation of greater responsibility to selected employees, the creation of new supervisory positions, and continuing professional training, so that all our human resources can adjust to market standards and to the technological changes occurring in the profession.

Beyond these priority areas, our activities will concentrate in the coming year on stepping up our marketing activity, constantly improving the quality of the portfolio, and expanding the range of products offered to our customers.

All in all, the objective will be to place the customer at the heart of our strategy and, therefore, to base our actions on customer relations, with our ultimate goal being attentive, apposite and diversified service through a network of branches that we must continue to expand. Our facilities will be enhanced by the construction of our future head office, and 2012 will mark an essential stage in implementing this major project.

Sébastien TONI
Managing Director

Faits marquants 2011

Highlights



Rencontres BOA 2011 pour les Administrateurs du Groupe, à Marrakech.

2011 BOA Meetings for Group Directors, in Marrakech.

Rencontres BOA 2011 pour les Cadres du Groupe, à Dakar.

2011 BOA Meetings for senior officers of the Group in Dakar.



JANVIER

Franchissement du seuil des 200 milliards de F CFA de dépôts de la clientèle.

MARS

Dépassement du niveau des 100 000 clients.

MAI

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2011 pour les Cadres du Groupe à Dakar, au Sénégal.

Participation à la 7^{ème} édition de la Boucle du Coton, course cycliste annuelle.

JUILLET

Ouverture du Bureau de Gaoua, ville située à 400 km au sud-ouest de Ouagadougou.

Participation aux Journées de l'Entreprenariat Burkinabè (JEB) 2011.

OCTOBRE

Participation aux Rencontres BOA 2011 pour les Administrateurs du Groupe, à Marrakech, au Maroc, avec une centaine de clients BOA.

NOVEMBRE

Ouverture de 4 nouvelles agences : Nemnin et Dassasgho-Zone 1 à Ouagadougou, Agence du Boulevard et Agence du Marché à Bobo-Dioulasso, 2^{ème} ville du pays.

DÉCEMBRE

Tenue des Conseils d'Administration des BOA des pays membres de l'UEMOA et du Ghana à Ouagadougou.

Dépassement du seuil des 4 milliards de F CFA de résultat net.

JANUARY

CFAF 200 billion threshold crossed in customer deposits.

MARCH

Number of customers rose above the 100,000 threshold.

MAY

Participation in the 2011 BOA Meetings for senior officers of the Group in Dakar, Senegal.

Participation in the 7th Boucle du Coton annual cycling race.

JULY

Opening of the Gaoua Branch, a city located 400 km south west of Ouagadougou.

Participation in the 2011 "Journées de l'Entreprenariat Burkinabè" enterprise event.

OCTOBER

Participation in the 2011 BOA Meetings for Group Directors, in Marrakech, Morocco, which was also attended by one hundred BOA customers.

NOVEMBER

4 new branches opened: Nemnin and Dassasgho-Zone 1 in Ouagadougou, and the Boulevard Branch and Market Branch in Bobo-Dioulasso, the country's 2nd biggest city.

DECEMBER

Board of Directors' meetings held for the BOAs of WAEMU member states and Ghana in Ouagadougou.

Net income rose above the CFAF 4 billion mark.

Chiffres clés 2011

Key figures



L'Agence de Dassasgho-Zone 1, à Ouagadougou.
The Dassasgho-Zone 1 Branch, in Ouagadougou.

Total Bilan / Total Assets

285 949

millions de F CFA / CFAF million

ACTIVITÉ	au 31/12/2011	ACTIVITY	on 31/12/2011
Dépôts clientèle*	223 018	Deposits*	223,018
Créances clientèle*	139 206	Loans*	139,206
RÉSULTAT			
RÉSULTAT	au 31/12/2011	INCOME	on 31/12/2011
Produit Net Bancaire*	15 978	Operating income*	15,978
Charges de fonctionnement*	6 690	Operating expenses*	6,690
Résultat Brut d'Exploitation*	8 564	Gross operating profit*	8,564
Résultat Net*	4 898	Net income*	4,898
Coefficient d'Exploitation (%)	46,41	Operating ratio (%)	46.41
STRUCTURE			
STRUCTURE	au 31/12/2011	STRUCTURE	on 31/12/2011
Total Bilan*	285 949	Total Assets*	285,949
Fonds Propres après répartition*	20 478	Shareholders' equity after distribution*	20,478
Fonds Propres/Total Bilan (%)	7,16	Shareholders' equity/Total assets (%)	7.16
Effectif moyen pendant l'exercice	232	Average number of employees	232

(*) En millions de F CFA

(*) In CFAF millions

Engagements citoyens de la Banque

Durant l'année 2011, la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO a poursuivi et renforcé ses actions citoyennes notamment dans les domaines social, économique et environnemental.

SOCIAL

Janvier 2011 : participation au Marathon International BOA de Bamako, par le financement du déplacement et du séjour d'une délégation.

Novembre 2011 : soutien au secteur de l'éducation par la participation à l'émission « Tableau d'Honneur », à la télévision nationale. La Banque a apporté une contribution d'un montant de 5 millions de F CFA aux organisateurs et a, en plus, donné 100 000 F CFA à chacun des 19 meilleurs élèves sélectionnés.

Contribution au Mois de la Solidarité nationale, par l'apport d'un montant significatif à l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF), qui a centralisé les dons de ses membres.

ÉCONOMIQUE

L'année 2011 a été marquée par la poursuite et la concrétisation de plusieurs actions de financement déjà entreprises les années passées :

- Appui à l'agriculture et notamment à la filière coton, l'un des principaux produits d'exportation du Burkina, par un prêt à la SOFITEX de 10 milliards de F CFA, en consortium avec les BOA de l'UEMOA.
- Prêt à la SOCOMA : 5 milliards de F CFA.
- Appui aux entreprises agro-alimentaires : prêt à la SN CITEC (huilerie, savon) de 5 milliards de F CFA.
- Appui au secteur de l'élevage par la poursuite de la commercialisation du produit « Embouche bovine ».

ENVIRONNEMENTAL

Financement de plusieurs entreprises pour des travaux d'assainissement et de traitement des eaux usées de la ville de Bobo-Dioulasso.

De plus, pour soutenir les actions en faveur de l'environnement, notre Banque se refuse à financer tout projet pouvant présenter des conséquences néfastes sur l'environnement.



Actions de la Fondation BANK OF AFRICA

Inauguration du Centre de vie de Diapaga.

1 & 2 - La Présidente de la Fondation BOA avec le Ministre de l'Éducation Nationale (photo 1) et le Président d'honneur du Groupe BOA (photo 2) lors de l'inauguration du Centre de vie de Diapaga.

3 - École offerte à la commune rurale de Diapaga par la Fondation BOA.



Ouverture du 1^{er} Centre de Vie offert par la Fondation BOA à la commune rurale de Diapaga, localité située à 450 km à l'est de Ouagadougou. Il s'agit d'une école de 3 classes, avec logements de maîtres, salle de soins, cantine scolaire et forage. L'ensemble du dispositif est alimenté en électricité solaire. Le coût global de l'investissement s'élève à 80 millions de F CFA.

Don de 40 vélos à des filles orphelines de pensionnés de la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires.

Don composé d'un chèque et de vivres d'une valeur totale de 10 millions de F CFA à des personnes nécessiteuses vivant dans la « Cour de Solidarité » de Gounghin à Ouagadougou, sous le couvert du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale.



4 - Groupe d'orphelines ayant reçu des vélos de la Banque.

5 - Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale recevant du DG un chèque et des vivres d'une valeur totale de 10 millions de F CFA.



Marathon BOA 2011

3 - La course dans les rues de Bamako.

4 - Les vainqueurs.



Conseil d'Administration

Board of Directors

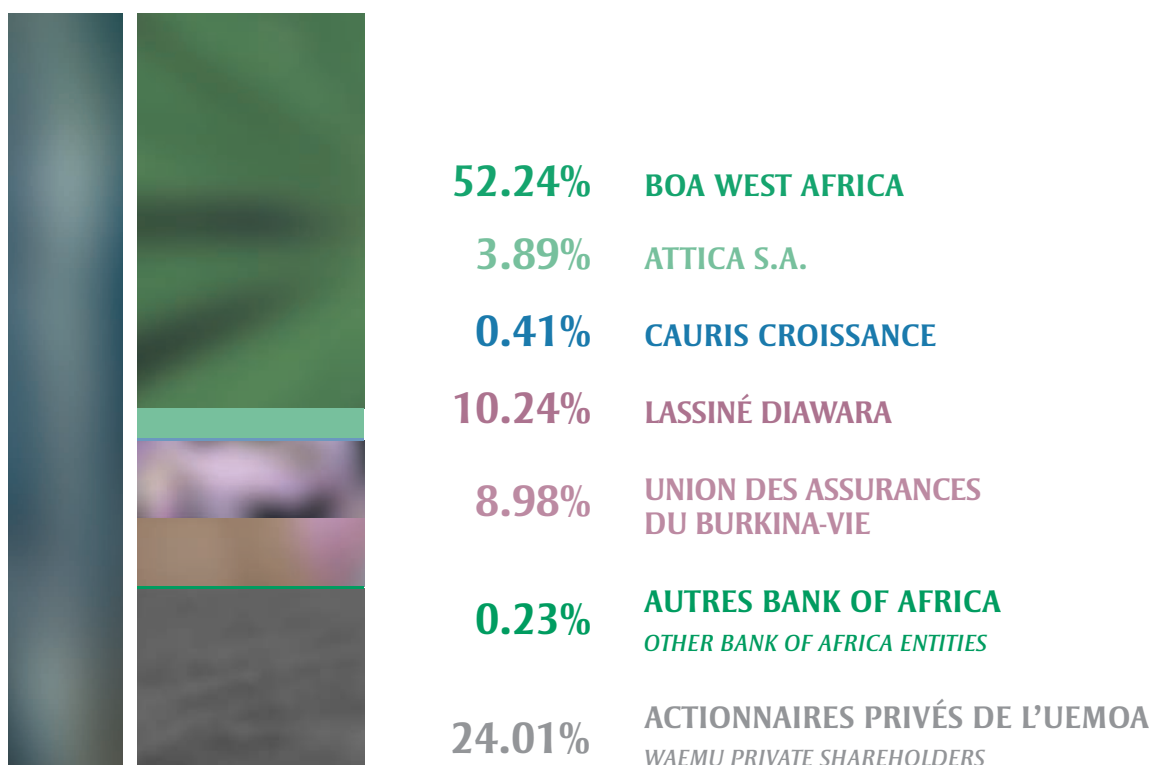
Au 7 mars 2012, le Conseil d'Administration de 10 membres, est composé comme suit :
At 7th March 2012, the Board of Directors comprised the following 10 members:

Lassiné DIAWARA, Président / *Chairman*
Mohamed BENNANI SMIRES
Paul DERREUMAUX
Lala MOULAYE
CAURIS CROISSANCE, représentée par
/ *represented by* Noël Yawo EKLO
Mamadou KA

BANK OF AFRICA – NIGER (BOA-NIGER),
représentée par / *represented by*
Boureima WANKOYE
UNION DES ASSURANCES
DU BURKINA-VIE, représentée par
/ *represented by* Soumaila SORGHO
Delchan OUEDRAOGO
Mohamed BENNANI

Capital

Au 7 mars 2012, la répartition du capital s'établit comme suit :
At 7th March 2012, the Bank's capital was held as follows:



Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2012

*Report by the Board of Directors
to the Annual General Meeting held on 16 April 2012*



Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

Le cadre économique & financier de l'exercice 2011

L'environnement international

La conjoncture économique internationale est marquée par une évolution contrastée de l'activité économique dans les pays industrialisés. Celle-ci demeure soutenue dans les économies émergentes, en dépit des risques inflationnistes.

Au niveau mondial, la poursuite de la reprise de l'activité économique reste incertaine. Ainsi, la croissance économique mondiale serait de 4,0 % en 2011 contre 5,1 % en 2010, principalement due à l'effet du ralentissement de l'activité dans la zone euro.

L'inflation mondiale s'est stabilisée à 4,6 % en 2011 en dépit du net redressement des cours des matières premières. Cependant, des tensions inflationnistes sont observées dans les pays émergents en liaison avec l'augmentation de la demande consécutive à la vigueur de l'activité économique et au faible niveau du chômage.

Aux États-Unis, la croissance économique a ralenti, passant d'un taux annuel de 2,75 % au deuxième semestre de 2010 à 1 % au premier semestre de 2011. Cette situation s'explique par les incertitudes budgétaires, la fragilité du marché immobilier et les nouvelles turbulences financières.

Le taux d'inflation est remonté à 3,8 % en août contre 3,2 % en avril et passé à 3 % à fin 2011. Le taux de chômage est estimé à 9,1 % et devrait rester élevé jusqu'à la fin de 2012.

En perspective, une ferme volonté politique de réduction de la dette à moyen terme pour restaurer la confiance des marchés est nécessaire à la stabilité de l'activité économique.

Dans la zone euro, la croissance du PIB réel devrait ralentir et passer d'un taux annuel de 2 % environ au premier semestre de 2011 à 0,25 % au deuxième semestre, avant d'atteindre un peu plus de 1 % en 2012. Mais ces projections imposent que les décideurs européens contiennent la crise dans les pays de la périphérie de la zone euro conformément à leurs engagements pris au Sommet de l'UE de juillet 2011.

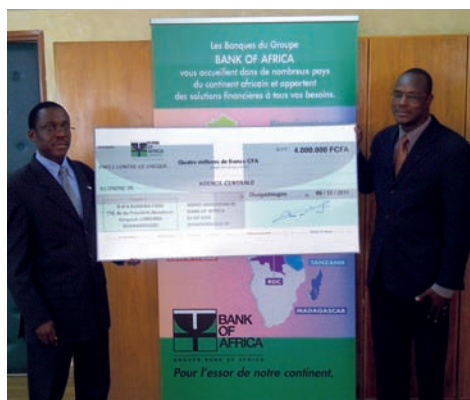
Pour ce qui concerne les tensions inflationnistes, les taux devraient reculer, passant de 2,5 % en 2011 à 1,5 % environ en 2012. Elles devraient rester bien maîtrisées si les prévisions de baisse des prix des produits de base se réalisent.

Dans cette zone, compte tenu de la reprise fragile, d'une baisse des tensions inflationnistes et d'un climat général de grande incertitude économique et financière, il reste fondamental de poursuivre le durcissement de la politique budgétaire pour réduire les risques d'un ajustement brutal.

En Chine, la croissance économique s'établit à 9,6 % en 2011 contre 10,3 % en 2010. Ce léger ralentissement de la croissance économique est consécutif aux mesures prises pour contenir les tensions inflationnistes et la surchauffe de l'économie. Dans les pays émergents en général, la croissance du PIB réel au deuxième semestre de 2011 avoisine 6,25 %, contre environ 7 % au premier semestre de

Moussa KANO (à droite),
recevant des mains
du Directeur, Sébastien TONI,
le Prix de la campagne
"Tous à l'école".

Moussa KANO (on the right),
receiving the award
for the "Tous à l'école"
campaign from Director,
Sébastien TONI.



Christian ZOUNGRANA
(à droite), recevant le
gros lot de la campagne
CAP 100 000 :
un billet d'avion
Ouaga-Paris-Ouaga.

Christian ZOUNGRANA
(on the right),
receiving the jackpot
for the CAP 100 000
campaign:
a Ouaga-Paris-Ouaga
plane ticket.



l'année. Les pays émergents d'Asie devraient donc continuer d'afficher une croissance vigoureuse (+ 8 % environ), tirée par la Chine et l'Inde. Ainsi, l'inflation ressortirait à 5,5 % en 2011 contre 3,3 % en 2010.

En Afrique subsaharienne, de nombreux pays connaissent déjà des taux de croissance proches de leurs taux moyens d'avant la crise. Les estimations du FMI indiquent que la croissance économique, ressortie à 5 % en 2010 contre 2,5 % en 2009, devrait atteindre 5,5 % en 2011. Cette situation serait due à l'augmentation de la demande intérieure du fait de la hausse des revenus et du rythme soutenu de

l'investissement public et privé mais aussi à la bonne tenue des exportations de matières premières qui bénéficient de prix favorables tirés par le dynamisme de la demande extérieure. L'inflation a notablement augmenté dans certains pays.

L'évolution de la situation économique dans l'UEMOA

Dans l'UEMOA, les premières estimations indiquent que le taux de croissance du PIB serait de l'ordre de 4,5 % en 2011, contre 3,9 % en 2010. La croissance économique connaît donc une amélioration malgré les effets induits de la crise politique ivoirienne, de la crise de l'endettement en Europe et aux États-Unis ainsi que la mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviosité.

En outre, la flambée des prix des produits pétroliers, le renchérissement des denrées alimentaires importées et la volatilité des prix des autres matières premières ont constitué des sources de fortes tensions inflationnistes durant l'année 2011. Le niveau général des prix à la consommation a connu une hausse de 3,5 % en août 2011, en glissement annuel. Le taux d'inflation de l'Union qui est projeté à 3,7 % en 2011 est estimé très élevé par rapport à l'objectif communautaire de 3 %. Cette évolution est tirée principalement par la Côte d'Ivoire (4,6 %), la Guinée Bissau (4,4 %), le Bénin (3,9 %) et le Niger (3,2 %). Les autres pays affichent des taux moins élevés : 2,9 % au Burkina Faso, 1,8 % au Mali, 2,7 % au Sénégal et 2,6 % au Togo.

Au plan financier, l'activité boursière a été fortement impactée par la crise post-électorale ivoirienne. La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA termine l'année 2011 en baisse globale sur l'ensemble de ses indicateurs, hormis la capitalisation boursière du marché obligataire.

Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM Composite affichent un recul annuel de 13,53 %, à 158,49 points et de 12,83 %, à 138,88 points, respectivement. Ayant confirmé, en début d'année, l'embellie qui avait été observée en 2010, la BRVM a décroché à partir du 11 janvier 2011 pour amorcer une tendance à la baisse qu'elle ne relèvera pas jusqu'à la fin de l'année, comparativement aux valeurs des indices de référence à cette date.

Le marché obligataire, enregistre une baisse de 26,63 % de son volume d'échange par rapport à l'année 2010 pour une valeur globale de 17,78 milliards de F CFA (contre 24,15 milliards de F CFA en 2010), soit un recul annuel de la valeur des transactions de 26,38 %. Par contre, la capitalisation boursière du marché obligataire s'améliore de plus de la moitié (52,58 %) par rapport à l'année 2010 pour s'établir à 698,02 milliards de F CFA (contre 457,47 milliards de F CFA en 2010). Cette relative embellie s'explique par la cotation de nouvelles lignes, pour l'essentiel en début d'année.

La situation économique et financière au Burkina Faso

PIB + 5,5 %

Au Burkina Faso, le taux de croissance du PIB s'est établi à 5,5 % en 2010, tiré par les productions céréalière et minière. Pour 2011, le taux serait de l'ordre de 5,8 %.

Cette performance serait liée à une importante production d'or qui ressortirait à plus de 28 tonnes même si la production céréalière a été en baisse, due à une pluviométrie capricieuse. Aussi, cette année a vu le démarrage de la production de manganèse dont la quantité est estimée à 60 000 tonnes à fin 2011. Cependant, l'activité économique a été affectée par la crise sociale qu'a connue le pays durant le premier semestre de l'année.

La production minière a permis d'accroître les exportations et de stabiliser le déficit de la balance courante autour de 5 % du PIB. Dans ces conditions et grâce à une mobilisation optimale des recettes non fiscales, le déficit budgétaire anticipé serait contenu sous la barre de 5 % du PIB. En effet, le pays jouit d'une bonne réputation auprès des différents bailleurs de fonds qui se traduit par le bénéfice d'une proportion élevée d'appuis budgétaires. L'aide extérieure représente entre 12 et 15 % du PIB depuis 2000 et plus de 60 dollars par habitant depuis 2006.

Le niveau général des prix au mois de septembre 2011 a connu une baisse de 0,5 % entraînant ainsi une rupture de la tendance haussière observée depuis février 2011. En effet, l'indice est ressorti à 103,9 contre 104,4 en août 2011.

Comparés au même mois de l'année 2010, les prix à la consommation du mois de septembre 2011 sont en hausse de 4 %.

En termes de perspectives, l'année 2012 marquera la poursuite de la mise en œuvre des grandes orientations stratégiques lancées en 2011 et contenues dans le référentiel appelé SCADD (Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable). Tout comme en 2011, le budget de l'État pour l'exercice 2012 s'inspire de ce référentiel dont l'objectif général est d'assurer et de soutenir une forte croissance économique qui génère des ressources accrues au profit des populations, tout en respectant l'environnement et les principes de développement durable.

L'Agence de Nemnin
à Ouagadougou,
ouverte le 1/11/2011.

The Nemnin Branch,
in Ouagadougou,
opened on 1/11/2011.



L'Agence
du Marché de Bobo
ouverte le 28/11/2011.

Marché de Bobo Branch
opened on 28/11/2011.



- le renforcement du soutien à l'agriculture, aux ressources animales et à la préservation des ressources naturelles ;
- le développement des infrastructures économiques ;
- la consolidation des actions de lutte contre la pauvreté ;
- la promotion de l'emploi et la maîtrise du chômage.

L'Agence
de Dassasgho-Zone 1,
à Ouagadougou,
ouverte le 21/11/2011.

Dassasgho-Zone 1 Branch,
in Ouagadougou,
opened on 21/11/2011.



Le budget 2012, voté dans ce contexte et dans une situation de crise céréalière, se chiffre en recettes à 1 208 milliards de F CFA, en hausse de 21,5 % par rapport à 2011 et en dépenses à 1 401 milliards de F CFA, soit un accroissement de 20,77 % par rapport à 2011. Il dégage un besoin de financement de 131 milliards de F CFA. Sur cette base, il est anticipé pour l'année 2012 un taux de croissance du PIB de 6,2 % et un taux d'inflation autour de 2 %. Les différents plans sectoriels de relance devraient bénéficier, comme à l'accoutumée, des appuis budgétaires de la part des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Cependant, à l'instar de la plupart des pays de la zone UEMOA, l'économie burkinabé est handicapée par plusieurs facteurs, notamment une diversification insuffisante et une forte dépendance vis-à-vis de considérations exogènes telles que les conditions pluviométriques, les cours mondiaux des matières premières, ou encore l'aide extérieure.

Par ailleurs, la poursuite judicieuse des réformes administratives, fiscales et judiciaires propices à l'investissement privé, ainsi que la mise en place d'infrastructures énergétiques d'envergure restent encore des défis majeurs pour assier la base d'une économie se voulant émergente.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2011

L'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2011 aura été celui de la confirmation des performances obtenues l'exercice précédent, se traduisant par une progression sensible tant du bilan que du résultat de la Banque.

Total Bilan
+ 25,1 % à 285 949
millions de F CFA

Le total du bilan atteint ainsi le montant de 285 949 millions de F CFA, après une augmentation de 57 442 millions de F CFA, soit + 25,1 %.

Cette évolution a notamment pour origine l'accroissement sensible des emplois et des ressources de la Banque.

Les ressources clientèle connaissent une croissance annuelle de 12,7 %, et s'établissent en moyenne annuelle à 207 053 millions de F CFA, portée notamment par l'évolution des comptes sur livret et des comptes à vue respectivement de 5 878 millions de F CFA et 17 192 millions de F CFA.

Les comptes à vue renforcent leur poids relatif dans la structure des ressources et représentent désormais 43 % du total des ressources, contre 39,7 % l'année dernière.

PDM ressources 16,2 %

La part de marché de la Banque, en termes de ressources, atteint 16,2 % en octobre 2011, et nous place ainsi au 2nd rang des banques burkinabé.

La progression de la base clientèle est illustrée par la variation positive du nombre de comptes de 22,2 % soit 20 263 nouveaux comptes.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 17,2 %, tandis que leur encours progresse de 10,2 % passant de 14 047 millions de F CFA à 15 473 millions de F CFA.

Le volume des dépôts collectés au titre des comptes d'épargne a évolué de 5 878 millions de F CFA pour s'établir à 27 370 millions de F CFA, soit une progression de 27,3 % et représente 12,3 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les comptes à terme progressent de 3 951 millions de F CFA, soit + 4,4 % à fin 2011, leur poids relatif régresse de 3,3 points et s'établit à 41,6 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les autres dépôts reçus en garantie et provisions en couverture de crédits documentaires voient leurs encours passer de 8 913 millions de F CFA à 6 918 millions de F CFA, soit - 22,4 % à fin 2011.

Les emplois clientèle se chiffrent à 139 206 millions de F CFA, en croissance de 16,5 % par rapport à l'exercice précédent où ils s'établissaient à 119 417 millions de F CFA. Cette évolution favorable est imputable principalement à celle des crédits à moyen terme.

PDM emplois 13,1 %

La part de marché de la Banque se situe à 13,1 % à fin octobre 2011.

Les crédits de campagne de commercialisation du coton enregistrent un repli de - 25,8 % pour s'établir à 10 164 millions de F CFA contre 13 707 millions de F CFA à fin 2010, et représentent 7,3 % du total des emplois directs de la Banque.

Les escomptes affichent un encours de 1 998 millions de F CFA, connaissant une baisse de - 63,1 %.

Les découverts augmentent en un an, de 146 millions de F CFA soit 1,4 % pour se situer à 10 380 millions de F CFA. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 7,4 %.

L'Agence
du Boulevard,
à Bobo,
ouverte le 4/11/2011.

Boulevard Branch,
in Bobo,
opened on 4/11/2011.



Les prêts à court terme représentent 25,4 % du portefeuille total contre 20,4 % à fin 2010, et se chiffrent à 35 329 millions de F CFA.

Les prêts à moyen terme se situent à 76 277 millions de F CFA, en augmentation de 26,5 %, grâce aux crédits d'investissement accordés aux entreprises et aux prêts d'équipement octroyés aux particuliers. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 54,8 %.

Les engagements par signature, avec un encours global de 62 605 millions de F CFA, enregistrent une croissance de 21,0 %. Les ouvertures de crédits documentaires s'élèvent à 2 404 millions de F CFA, soit une baisse de - 48,7 %. Passant de 20 823 millions de F CFA à fin 2010 à 41 528 millions de F CFA en 2011, l'encours des cautions et avals délivrés en faveur de la clientèle a augmenté de 99,4 %.

Les produits d'exploitation atteignent 23 854 millions de F CFA, en progression de 25,8 % par rapport à la fin de l'exercice précédent. Cette évolution favorable ne tient pas compte des produits exceptionnels essentiellement constitués de reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses, qui s'élèvent à 2 205 millions de F CFA.

Les produits de trésorerie ont enregistré une progression de 160,6 % comparativement à l'exercice précédent en se situant à 1 969 millions de F CFA.

Les produits de clientèle atteignent 21 885 millions de F CFA, contre 18 204 millions de F CFA à fin 2010, soit une croissance de 20,2 %. Cette évolution significative a été possible grâce à la forte poussée des intérêts sur les prêts à moyen terme, ainsi que des produits sur les titres de placement.

Les produits des commissions sur opérations et les produits des engagements contribuent également pour leur part à cette évolution.

Le montant total des commissions est passé de 5 379 millions de F CFA à 6 232 millions de F CFA à fin 2011, **progressant de + 15,8 %**.

Dans la catégorie des autres produits, dont le montant total s'élève à 2 520 millions de F CFA, le poste le plus important, **celui des reprises de provisions pour créances douteuses et litigieuses, se chiffre à 2 205 millions de F CFA**, contre 1 933 millions de F CFA à la fin de l'année 2010, soit une hausse de 14,1 %.

Les charges d'exploitation s'élèvent à fin 2011 à 7 416 millions de F CFA, contre 6 653 millions de F CFA en 2010, soit **un accroissement de 11,5 %** d'une année sur l'autre et un retard de - 4,2 % par rapport au budget.

Les charges bancaires suivent la même tendance, en raison notamment du poids de l'encours des dépôts rémunérés, en passant de 6 621 millions de F CFA à fin 2010 à 7 876 millions de F CFA à fin décembre 2011, **soit une progression de 18,9 %**.

Les charges de personnel sont de 2 251 millions de F CFA pour 2 080 millions de F CFA de prévu au budget, et sont en avance de **171 millions de F CFA sur les prévisions budgétaires**.

Les autres charges sont essentiellement constituées de diverses provisions et charges dont le poste principal est celui relatif aux provisions sur créances douteuses et litigieuses dont le montant

passé de 3 089 millions de F CFA à 3 992 millions de F CFA en fin d'exercice 2011, soit une augmentation de 29,3 %.

PNB
+ 29,5 % à 15 978
millions de F CFA

Le développement de l'activité de la Banque, conjugué à une bonne maîtrise des charges, a contribué à dégager un **Produit Net Bancaire de 15 978 millions de F CFA, en croissance de + 29,5 % sur l'exercice.**

Après prise en compte des frais directs d'exploitation de 6 691 millions de F CFA, en augmentation de 11,2 % et de la dotation aux amortissements de 724 millions de F CFA, **le résultat brut d'exploitation s'établit à 8 564 millions de F CFA, enregistrant ainsi une progression de + 50,3 % par rapport à 2010.**

Le résultat de l'exercice avant impôt s'élève à 6 302 millions de F CFA, en progression de 58,1 % par rapport à l'exercice antérieur.

Résultat net
+ 59,8 % à 4 898
millions de F CFA

L'estimation d'un impôt sur le bénéfice commercial de 1 404 millions de F CFA, et sa prise en compte nous conduit à un résultat net qui s'établit à 4 898 millions de F CFA, en hausse de 59,8 % relativement à l'exercice précédent.

Compte tenu du bénéfice réalisé de 4 898 millions de F CFA, et du report à nouveau antérieur de 2 204 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose l'affectation suivante :

Total à répartir :	7 101 714 212 F CFA
Réserve légale (15 % RN)	734 654 730 F CFA
Dividendes Bruts 2011	2 400 000 000 F CFA
Report à nouveau 2011	3 967 059 482 F CFA

Ce montant de 2 400 000 000 F CFA affecté aux dividendes, permet de servir aux détenteurs des 800 000 actions de la Banque, **un dividende brut de 3 000 F CFA par action, correspondant à 30 % du capital.**

Le dividende net par action, après règlement de l'IRVM (12,5 %) serait de 2 625 F CFA soit un rendement de 11,4 % net par rapport au cours d'introduction en bourse (23 000 F CFA) qui a par ailleurs connu une progression de + 52,17 % à 35 000 F CFA.

Les Fonds propres après cette affectation du résultat 2011 se chiffrent à 20 478 millions F CFA.

Il convient de féliciter la Direction Générale et l'ensemble des collaborateurs pour la qualité des résultats obtenus au terme de l'exercice 2011, et les encourager à poursuivre leurs efforts de consolidation de la position de place de la Banque dans un contexte concurrentiel de plus en plus difficile.

Le Conseil d'Administration rend également hommage aux actionnaires dont le soutien permanent et sans réserve ne lui a jamais fait défaut.

Economic & financial trends during fiscal year 2011

The international environment

The international economic environment featured uneven trends in economic activity in industrialised countries. The economy remains strong in emerging economies, despite inflationary risks.

Globally, it is uncertain whether the economic recovery will continue. Global economic growth is estimated at 4.0% in 2011 vs. 5.1% in 2010, due mainly to slower activity in the euro zone.

Global inflation stabilised at 4.6% in 2011, despite the surge in commodity prices. However, inflationary pressures are being seen in emerging economies, due to stronger demand brought on by brisk economic activity and the low unemployment.

In the US, economic growth slowed from a 2.75% annual rate in the second half of 2010 to 1% in the first half of 2011. This was due to fiscal uncertainties, a weak real-estate market, and new financial turmoil.

Inflation rose back to 3.8% in August from 3.2% in April before pulling back to 3% at the end of 2011. Unemployment was estimated at 9.1% and is likely to remain high until the end of 2012.

As for the outlook, firm political will to reduce medium-term debt in order to restore market confidence is necessary for stable economic activity.

In the euro zone, real GDP growth was estimated to have slowed from an annual rate of about 2% in the first half of 2011 to 0.25% in the second half before slightly surpassing 1% in 2012. But these projections assume that European policy-makers will manage to contain the crisis within euro zone peripheral countries, in accordance with commitments made at the July 2011 EU summit.

Regarding inflationary pressures, interest rates are likely to fall, from 2.5% in 2011 to about 1.5% in 2012. Inflationary pressures should remain closely controlled if staple prices fall as expected.

In the euro zone, given the soft recovery, a receding in inflationary pressures and a general environment of economic and financial uncertainty, fiscal austerity policies are essential to reduce the risks of a sudden adjustment.

In China, the economy expanded at 9.6% in 2011 vs. 10.3% in 2010. This slight slowdown was due to measures taken to contain inflationary pressures and to keep the economy from overheating. In emerging economies in general, real GDP growth in the second half of 2011 came to about 6.25%, vs. about 7% in the first half of the year. Emerging Asian economies are therefore likely to achieve robust growth (about +8%), driven by China and India. Inflation came to 5.5% in 2011 vs. 3.3% in 2010.

In Sub-Saharan Africa, many countries are already almost back to their average pre-crisis growth rates. IMF estimates suggest economic growth of 5.5% in 2011, vs. 5% in 2010 and 2.5% in 2009, thanks to stronger domestic demand, higher incomes and a sustained pace of public investment, as well as strong commodity exports which are getting a boost from high prices driven by solid foreign demand. Inflation has risen in some countries.

WAEMU economic trends

In the WAEMU, initial estimates suggest GDP growth of about 4.5% in 2011, vs. 3.9% in 2010. Economic growth is therefore improving despite the impact of the Ivorian political crisis, the European and US debt crisis, and uneven rainfall in space and over time.

Meanwhile, the spike in oil product prices, higher prices of imported foodstuffs and price volatility of other commodities caused sharp inflationary tensions in 2011. The consumer price index rose by 3.5% year-on-year, in August 2011. Inflation in the WAEMU is estimated at 3.7% in 2011, far above the 3% Union objective. Inflation was driven mainly by Côte d'Ivoire (4.6%), Guinea-Bissau (4.4%), Benin (3.9%) and Niger (3.2%), but was lower in Burkina Faso (2.9%), Mali (1.8%), Senegal (2.7%) and Togo (2.6%).

Financially, securities market activity was hit hard by the post-election crisis in Côte d'Ivoire. The WAEMU's regional securities market (BRVM) ended 2011 down in all its indicators, apart from the bond market's capitalisation.

The BRVM 10 and BRVM Composite indices fell, respectively, by 13.53% to 158.49 points and by 12.83% to 138.88 points. After pushing its 2010 upturn into the start of 2011, the BRVM began to drop on 11 January 2011 and lost value throughout the year compared to benchmarks indices at this date.

Bond market trading volumes shrank by 26.63% vs. 2010 for a total value of CFAF 17.78 billion (vs. CFAF 24.15 billion in 2010), i.e., a 26.38% full-year decline in the value of transactions. However, bond market capitalisation rose by more than half (52.58%) to CFAF 698.02 billion (vs. CFAF 457.47 billion in 2010), due to the listing of new bonds, mostly early in the year.

The economic and financial situation of Burkina Faso

In Burkina Faso, GDP expanded by 5.5% in 2010, driven by grain and mining production, and by an estimated 5.8% for 2011, thanks to heavy gold production (more than 28 tonnes) and despite shrinking grain output due to unpredictable rainfall. This year production of manganese began, with an estimated output of 60,000 tonnes as of 2011. However, economic activity was affected by the social crisis that the country experienced in the first half of the year.

Mining output helped raise exports and to stabilise the current accounts deficit at about 5% of GDP. Because of this and the optimum use of extra-taxation receipts, the budget deficit is expected to fall below 5% of GDP. The reason for this is that the country enjoys a solid reputation with various lenders and therefore receives significant fiscal support. External assistance has accounted for between 12% and 15% of GDP since 2000 and more than 60 dollars per capital since 2006.

The general price index fell by 0.5% in September 2011, thus breaking with the overall upward trend seen since February 2011. The index came to 103.9, vs. 104.4 in August 2011.

Compared to the same month of 2010, consumer prices were up 4% in September 2011.

Campagne CAP 100 000 :
les lauréats.

CAP 100 000 Campaign:
the winners.



Regarding the outlook, 2012 will see the continued implementation of major strategic projects launched in 2011 and contained in the programme called the Strategy for Accelerated Growth and Sustainable Development (SCADD). As in 2011, the state's budget for 2012 is based on this programme, whose overall objective is to ensure and support strong economic growth that generates increased resources for the people, while protecting the environment and adhering to the principles of sustainable development.

SCADD proposes initiatives around the major challenge of boosting the economy, with acceleration in growth and sustainable development. Accordingly, the resource allocation policy is based on the following main priorities:

- reinforcing support for agriculture, animal resources and the preservation of natural resources;
- developing infrastructures;
- consolidating actions to combat poverty;
- fostering job creation and curbing unemployment.

Against this backdrop and amidst a grain crisis, the 2012 budget that has been approved provides for CFAF 1,208 billion in receipts, up by 21.5% vs. 2011, and CFAF 1,401 billion in spending, up by 20.77% vs. 2011. This will require CFAF 131 billion in financing. On this basis, 2012 GDP growth is expected at 6.2% and a 2% inflation rate. The various sector-specific recovery plans should receive the usual budgetary aid from bilateral and multilateral partners.

However, like most WAEMU countries, Burkina Faso's economy has been hampered by several factors, including insufficient diversification and heavy exposure to external factors such as rainfall, global prices on raw materials, and foreign aid.

Moreover, to consolidate a self-styled "emerging" economy, the judicious furtherance of administrative, tax and judicial reforms to encourage private investment, and the building of major energy infrastructure, remain major challenges.

Financial statements & balance sheet analysis for fiscal year 2011

The fiscal year ended on 31 December 2011 confirmed the performances of the Bank in the previous year, with tangible progress in both the balance sheet and the Bank's result.

Total assets reached CFAF 285,949 million, after rising by CFAF 57,442 million, or 25.1%.

This positive development is mainly attributable to the substantial increase in the Bank's deposits and loans.

Customer deposits rose by 12.7%, to a full-year average of CFAF 207,053 million, driven mainly by savings accounts and ordinary accounts, which increased, respectively, by CFAF 5,878 million and CFAF 17,192 million.

Ordinary accounts increased their relative weight in the overall composition of the Bank's portfolio and now account for 43% of total deposits, against 39.7% last year.

The Bank's market share in terms of deposits came to 16.2% in October 2011, making us Burkina Faso's second-largest bank.

The increase in the customer base is reflected in the 22.2% rise in the number of accounts, or 20,263 new accounts.

The number of private current accounts rose by 17.2%, while total balances in this category grew by 10.2%, from CFAF 14,047 million to CFAF 15,473 million.

In terms of savings accounts, total deposits collected grew by 27.3%, from CFAF 5,878 million to CFAF 27,370 million, and came to 12.3% of total customer deposits.

Term deposit accounts rose by CFAF 3,951 million, or 4.4% at end 2011. Their relative share is up 3.3 points, to 41.6% of total customer deposits.

Other deposits received as guarantees, deposits and provisions for documentary credits fell from CFAF 8,913 million to CFAF 6,918, a 22.4% decrease at end 2011.

Customer loans rose by 16.5% on the previous year, from CFAF 119,417 million to CFAF 139,206 million, thanks mainly to medium-term lending.

The Bank's market share in lending came to 13.1% at the end of October 2011.

Seasonal loans for cotton fell by 25.8% to CFAF 10,164 million from CFAF 13,707 million at end 2010, and accounted for 7.3% of the bank's direct credit.

Discounts shrank by 63.1% over the year to CFAF 1,998 million.

Overdrafts rose by 1.4% (CFAF 146 million) to CFAF 10,380 million. They amounted to 7.4% of total commitments.

Short-term loans account for 25.4% of the total portfolio, against 20.4% at end 2010, and came to CFAF 35,329 million.

Medium-term loans rose by 26.5% to CFAF 76,277 million, thanks to investment credit to companies and equipment loans to individuals. They made up 54.8% of overall commitments.

Off-balance sheet commitments amounted to CFAF 62,605 million, a 21.0% increase. Documentary credits declined by 48.7% to CFAF 2,404 million. Guarantees granted to customers rose by 99.4%, from CFAF 20,823 million in 2010 to CFAF 41,528 million in 2011.

Operating income rose by 25.8% from the previous year to CFAF 23,854 million. This figure does not include exceptional income, which is made up mainly of CFAF 2,205 million in provisions write-backs on doubtful and litigious debts.

Treasury income rose by 160.6% from the previous year, to CFAF 1,969 million.

The Bank posted customer income of CFAF 21,885 million, compared to CFAF 18,204 million at the end of 2010, an increase of 20.2%. This significant growth was made possible by the surge in interest on medium-term loans and in income from investment securities.

Commission income on transactions and income on commitments also took part in this trend.

Total income from commissions rose from CFAF 5,379 million to CFAF 6,232 million at end 2011, a 15.8% increase.

Other income amounted to CFAF 2,520 million; the largest of which, the write-back of provisions for doubtful and litigious debts, amounted to CFAF 2,205 million, compared to CFAF 1,933 million at the end of 2010, i.e. an increase of 14.1%.

Operating expenses came to CFAF 7,416 million in 2011, vs. CFAF 6,653 million in 2010, a year-on-year increase of 11.5% but 4.2% below the budgeted figure.

Banking expenses followed the same trend, due mainly to the 18.9% increase in term deposits, from CFAF 6,621 million at end-2010 to CFAF 7,876 at end-2011.

Personnel costs stood at CFAF 2,251 million, exceeding the CFAF 2,080 million budgeted by CFAF 171 million.

Other expenses mainly comprise various provisions and expenses. The largest of these is the provision for doubtful and litigious debts, which increased from CFAF 3,089 million to CFAF 3,992 million at the end of fiscal 2011, or a 29.3% increase.

The Bank's increased activity, combined with tight control of costs, led to a 29.5% increase in Net Banking Income to CFAF 15,978 million.

After taking into account CFAF 6,691 million in direct operating expenses (up by 11.2%) and CFAF 724 million in amortisation, gross operating income came to CFAF 8,564 million, a 50.3% increase vs. 2010.

Pre-tax income for the year totalled CFAF 6,302 million, a 58.1% increase from the previous fiscal year.

After deduction of an estimated CFAF 1,404 million in income tax, net income amounts to CFAF 4,898 million, up 59.8% from the previous fiscal year.

In light of this CFAF 4.898 million in profit and the previous balance carried forward of CFAF 2.204 million, the Board of Directors proposes the following allocation:

Total for distribution:	CFAF 7,101,714,212
Legal reserve (15% of net income)	CFAF 734,654,730
2011 gross dividends	CFAF 2,400,000,000
2011 balance brought forward	CFAF 3,967,059,482

This CFAF 2,400,000,000 allocated to dividends provides a gross dividend of CFAF 3,000 per share, equivalent to 30% of the capital, to the holders of 800,000 shares in the Bank.

Net dividend per share after 12.5% dividend tax is CFAF 2,625 or a yield of 11.4% net vs. the IPO issue price (CFAF 23,000). The share price has since then gained 52.8%, to CFAF 35,000.

Capital resources after this allocation of 2011 earnings come to CFAF 20,478 million.

We would like to congratulate our management and staff for these excellent fiscal 2011 results, and we urge them to pursue their efforts to consolidate the Bank's market rating in the face of stiffening competition.

The Board of Directors would also like to pay tribute to the Bank's shareholders for their unflinching and unconditional support.

Rapport Général

des Commissaires aux Comptes - Exercice clos le 31 décembre 2011

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Banque, nous vous présentons notre rapport prévu par l'article 715 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Conformément à ces dispositions, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- les contrôles et vérifications auxquels nous avons procédé et les différents sondages auxquels nous nous sommes livrés ainsi que leurs résultats ;
- les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications nous paraissent devoir être apportées, en faisant toutes les observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
- les irrégularités et les inexactitudes que nous avons décelées ;
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du dernier exercice.

États financiers soumis à notre audit

ÉLÉMENTS	MONTANTS EN MILLIONS DE F CFA
TOTAL BILAN	285 949
FONDS PROPRES EFFECTIFS	17 211
RÉSULTAT NET (BÉNÉFICE)	4 898

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les États Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir

des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- le fonctionnement des organes sociaux ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- la révision des comptes.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les principales conclusions de nos travaux se présentent comme suit :

1. ANALYSE ET ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE

Les conclusions de nos travaux sur l'analyse et l'évaluation du contrôle interne feront l'objet d'une lettre de management séparée et destinée à la Direction Générale.

2. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la Banque.

3. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire (circulaire N° 004-2011/CB/C du 4 janvier 2011), nous avons examiné les ratios prudentiels édictés par la BCEAO et produits par la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO au 31 décembre 2011.

Suite à nos analyses, nous avons constaté que le ratio suivant ne respecte pas les normes :

RATIO	RATIO DE LA BOA	NORME RÉGLEMENTAIRE DE LA BCEAO
RATIO DE STRUCTURE DU PORTEFEUILLE	2,08 %	60 % MINIMUM

4. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

4.1. INFORMATIONS SUR LES PRÊTS ET GARANTIES CONSENTIS AUX DIRIGEANTS ET AUX PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

L'article 45 de la loi N° 058-2008/AN du 23/12/2008 portant réglementation bancaire dispose que les Commissaires aux Comptes doivent mentionner dans leur rapport annuel à l'Assemblée, tout prêt quel que soit le montant consenti aux dirigeants, aux principaux actionnaires et aux entreprises privées dans lesquelles les personnes ci-dessus visées exercent des fonctions de direction,

d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social. Ces prêts doivent être approuvés à l'unanimité par les membres du Conseil d'Administration de la Banque.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, l'état de ces prêts nous a été communiqué par la BOA-BURKINA FASO. Cet état fait ressortir un encours des engagements accordés aux dirigeants de 2 988 millions de F CFA au 31 décembre 2011 se décomposant comme suit :

BÉNÉFICIAIRES	CONCOURS PAR CAISSE	ENGAGEMENT PAR SIGNATURE	TOTAL ENGAGEMENTS
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	-	1 393	1393
COMMISSAIRES AUX COMPTES	8	14	22
PERSONNEL D'EXÉCUTION ET DE DIRECTION	1 573	-	1 573
TOTAL	1 581	1 407	2 988

5. CONTRÔLE DES COMPTES

5.1. POSTES DU BILAN ET DES AUTRES DOCUMENTS COMPTABLES AUXQUELS DES MODIFICATIONS DOIVENT ÊTRE APPORTÉES

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou d'anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

Opinion

En conclusion de nos travaux, l'opinion que nous serons amenés à émettre sur les états financiers de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) au 31 décembre 2011 qui vous sont soumis, sera une certification sans réserve.

*Les Commissaires aux Comptes
Ouagadougou, le 18 janvier 2012*

SOFIDEC-SARL
Oumarou Gilbert SINARE
Associé - Gérant
Expert Comptable
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

Cabinet ROSETTE NACRO
Rosette NACRO
Directrice Générale
Expert Comptable Diplômée d'État
inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

Rapport Spécial

des Commissaires aux Comptes - Exercice clos le 31 décembre 2011

Établi en application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivant de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur général, Administrateur Général adjoint, Directeur Général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise les Commissaires aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulée.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 et suivants dudit Acte Uniforme OHADA :

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE SOUS REVUE

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée par les articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA, et nos contrôles n'en ont pas révélé.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE SOUS REVUE

2.1. CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC BOA GROUP S.A.

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : assistance technique de BOA GROUP au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées au Groupe par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice 2011 au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 662 millions de F CFA (79 millions de F CFA pour les appointements expatriés et 583 millions de F CFA pour l'assistance technique).

2.2 CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC AISSA-SARL

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : assistance technique de AISSA-SARL au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à 63 millions de F CFA.

2.3 CONVENTIONS DE PRÊTS SUBORDONNÉS

- Convention de prêt subordonné BOA GROUP S.A.

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : prêt subordonné de 186 millions de F CFA au taux fixe de 5,9 % et les intérêts variables.

Effets produits au cours de l'exercice : les intérêts de l'exercice s'élèvent à 5 millions de F CFA.

- Convention de prêt subordonné CAURIS CROISSANCE

Administrateur intéressé : M. EKLO Yawo Noël.

Nature et objet de la convention : prêt subordonné de 114 millions de F CFA au taux fixe de 5,9 % et les intérêts variables.

Effets produits au cours de l'exercice : les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à 3 millions de F CFA.

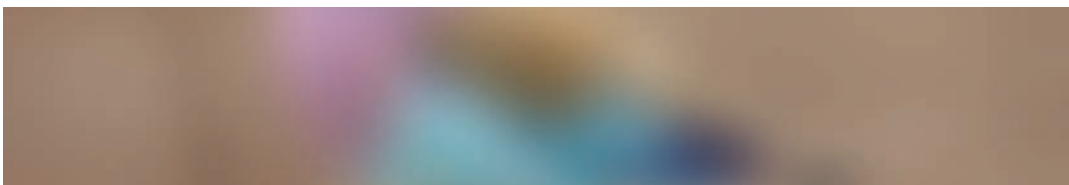
*Les Commissaires aux Comptes
Ouagadougou, le 20 janvier 2012*

SOFIDEC-SARL
Oumarou Gilbert SINARE
Associé - Gérant
Expert Comptable
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

Cabinet ROSETTE NACRO
Rosette NACRO
Directrice Générale
Expert Comptable Diplômée d'État
inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

Bilan - Compte de résultat - Résolutions

Balance sheet - Income Statement - Resolutions



Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Balance sheet for the last two financial periods (in CFAF)

Actif / Assets	2010*	2011*
CAISSE / CASH	6 537 944 174	8 101 268 023
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK PLACEMENTS	48 101 564 607	46 521 972 757
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	18 256 081 591	17 678 971 137
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANKS	11 935 950 577	12 899 304 596
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	167 698 793	206 497 161
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	6 152 432 221	4 573 169 380
• À TERME / TERM DEPOSITS	29 845 483 016	28 843 001 620
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' LOANS	119 417 436 578	139 206 326 941
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	5 420 925 621	1 997 612 522
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	5 420 925 621	1 997 612 522
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	103 683 412 938	126 359 720 106
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	13 706 672 923	10 164 450 322
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	89 976 740 015	116 195 269 784
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / ORDINARY DEBTOR ACCOUNTS	10 233 744 019	10 380 009 492
• AFFACTURAGE / FACTORING	79 354 000	468 984 821
TITRES DE PLACEMENT / CURRENT SECURITIES	43 004 199 999	76 303 501 427
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / INVESTMENTS IN ASSOCIATES	1 919 628 685	2 292 389 070
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & RELATED OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL INVESTMENTS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	98 480 996	159 453 835
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	3 452 893 348	3 847 967 413
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	5 603 254 049	8 959 012 357
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	372 108 538	557 601 744
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	228 507 510 974	285 949 493 567
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	2010*	2011*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	51 745 857 823	62 606 881 701
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	4 686 262 299	2 405 696 345
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS	3 250 000	3 250 000
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	4 683 012 299	2 402 446 345
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	47 059 595 524	60 201 185 356
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	560 000	
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	47 059 035 524	60 201 185 356
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

Passif / Liabilities	2010*	2011*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	2 926 327 958	27 915 093 811
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	1 244 615 415	3 515 231 648
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	151 734 945	2 906 209 040
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	1 092 880 470	609 022 608
• À TERME / TERM DEPOSITS	1 681 712 543	24 399 862 163
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' DEPOSITS	197 891 571 244	223 017 515 171
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	21 491 736 434	27 369 921 229
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	79 188 648 549	96 801 133 650
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	97 211 186 261	98 846 460 292
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBTS EVIDENCED BY SECURITIES	2 800 000 000	1 800 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	5 294 743 836	7 501 457 240
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 539 242 016	2 196 620 107
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	425 006 543	640 334 662
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS	299 845 000	0
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	2 794 739 968	3 324 739 968
CAPITAL / CAPITAL	7 000 000 000	8 000 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	1 521 000 000	2 691 000 000
RÉSERVES / RESERVES	1 301 418 114	1 761 018 396
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	1 649 614 412	2 204 016 013
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	3 064 001 883	4 897 698 199
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	228 507 510 974	285 949 493 567
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	2010*	2011*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	120 764 340 811	134 113 532 865
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	120 764 340 811	134 113 532 865
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	11 241 308 821	1 800 142 551
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	109 523 031 990	132 313 390 314
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

* Exercice / Fiscal year

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)

Charges / Expenses	2010*	2011*
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & RELATED EXPENSES	6 175 134 542	7 445 514 665
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK DEBTS	215 836 928	902 967 921
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' DEBTS	5 959 297 614	6 542 546 744
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON SECURITIES		
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS ET SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON BLOCKED ACCOUNTS OF SHAREHOLDERS AND ASSOCIATES AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	116 392 497	172 188 850
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	309 320 874	192 313 940
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES	205 731 158	93 607 692
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	49 021	10 831
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	103 540 695	98 695 417
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	20 414 809	65 555 660
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING EXPENSES	6 018 103 503	6 690 476 083
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	1 843 704 650	2 251 089 305
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER GENERAL EXPENSES	4 174 398 853	4 439 386 778
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	634 861 428	725 477 471
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN / DEFICIT ON CORRECTIONS TO SECURITIES, LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET	1 155 735 892	1 787 046 355
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONS OVER FUNDS RECOVERED FOR GENERAL BANKING RISKS	360 000 000	530 000 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	310 517 049	132 596 018
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	214 095 056	125 625 076
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	922 222 675	1 403 774 350
BÉNÉFICE / GAINS	3 064 001 883	4 897 698 199
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	19 300 800 208	24 168 266 667

Produits / Income	2010*	2011*
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST AND RELATED INCOME	11 660 490 140	13 977 472 486
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	732 906 882	1 918 363 187
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' LOANS	10 927 583 258	12 059 109 299
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS	10 000 000	9 000 000
COMMISSIONS / COMMISSION	1 552 168 493	2 360 694 577
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	4 747 079 706	6 395 123 906
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM CURRENT SECURITIES	1 897 512 709	3 594 380 279
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS AND RELATED INCOME	249 641 201	295 908 016
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 862 130 766	1 640 762 319
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	737 795 030	864 073 292
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	90 107 390	144 681 765
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	899 136 688	966 329 492
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ RECOVERY OF DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	10 500 901	1 871 768
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON CORRECTIONS TO VALUE OF LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
GÉNÉRAUX / SURPLUS RECOVERED ON PROVISION OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	237 631 227	140 257 117
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	93 685 663	172 835 556
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	19 300 800 208	24 168 266 667

* Exercice / Fiscal year

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Produits & Charges	2010*	2011*
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	11 660 490 140	13 977 472 486
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	732 906 882	1 918 363 187
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	10 927 583 258	12 059 109 299
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	10 000 000	9 000 000
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	6 175 134 542	7 445 514 665
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	215 836 928	902 967 921
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	5 959 297 614	6 542 546 744
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	5 495 355 598	6 540 957 821
PRODUITS DE COMMISSIONS	1 552 168 493	2 360 694 577
CHARGES DE COMMISSIONS	116 392 497	172 188 850
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	1 435 775 996	2 188 505 727
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	1 691 781 551	3 500 772 587
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS	249 641 201	295 908 016
• OPÉRATIONS DE CHANGE	1 862 081 745	1 640 751 488
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	634 254 335	765 377 875
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	4 437 758 832	6 202 809 966
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	989 244 078	1 111 011 257
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	20 414 809	65 555 660
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	12 337 719 695	15 977 729 111
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	6 018 103 503	6 690 476 083
• FRAIS DE PERSONNEL	1 843 704 650	2 251 089 305
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	4 174 398 853	4 439 386 778
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	634 861 428	725 477 471
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	10 500 901	1 871 768
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 695 255 665	8 563 647 325
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	1 155 735 892	1 787 046 355
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG	360 000 000	530 000 000
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	4 179 519 773	6 246 600 970
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-72 885 822	7 661 099
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-120 409 393	47 210 480
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	922 222 675	1 403 774 350
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3 064 001 883	4 897 698 199

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)

Income & Expenses	2010*	2011*
INTEREST AND RELATED INCOME	11 660 490 140	13 977 472 486
• ON INTERBANK LOANS	732 906 882	1 918 363 187
• ON CUSTOMERS' LOANS	10 927 583 258	12 059 109 299
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• ON SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS	10 000 000	9 000 000
INTEREST AND RELATED EXPENSES	6 175 134 542	7 445 514 665
• ON INTERBANK DEBTS	215 836 928	902 967 921
• ON CUSTOMERS' DEBTS	5 959 297 614	6 542 546 744
• ON SECURITIES		
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	5 495 355 598	6 540 957 821
COMMISSION INCOME	1 552 168 493	2 360 694 577
COMMISSION EXPENSES	116 392 497	172 188 850
NET RESULT FROM COMMISSION	1 435 775 996	2 188 505 727
NET RESULT FROM		
• CURRENT SECURITIES TRANSACTIONS	1 691 781 551	3 500 772 587
• DIVIDENDS AND RELATED TRANSACTIONS	249 641 201	295 908 016
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 862 081 745	1 640 751 488
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	634 254 335	765 377 875
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	4 437 758 832	6 202 809 966
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	989 244 078	1 111 011 257
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	20 414 809	65 555 660
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS		
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
OPERATING INCOME	12 337 719 695	15 977 729 111
GENERAL OPERATING EXPENSES	6 018 103 503	6 690 476 083
• PERSONNEL COSTS	1 843 704 650	2 251 089 305
• OTHER GENERAL EXPENSES	4 174 398 853	4 439 386 778
DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	634 861 428	725 477 471
RECOVERY OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	10 500 901	1 871 768
GROSS OPERATING PROFIT	5 695 255 665	8 563 647 325
NET RESULT FROM VALUE ADJUSTMENTS	1 155 735 892	1 787 046 355
NET SURPLUS FROM ALLOCATIONS AND REVERSALS ON RESERVES FOR GBR	360 000 000	530 000 000
PRE-TAX OPERATING INCOME	4 179 519 773	6 246 600 970
EXTRAORDINARY ITEMS	-72 885 822	7 661 099
RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	-120 409 393	47 210 480
CORPORATE INCOME TAX	922 222 675	1 403 774 350
NET INCOME FROM THIS FINANCIAL PERIOD	3 064 001 883	4 897 698 199

* Exercice / Fiscal year

Résolutions Assemblée Générale Ordinaire du 13 avril 2012

Resolutions / Annual General Meeting held on 13 April 2012

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2011, les approuve dans toutes leurs dispositions et en conséquence, approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2011 se solde donc par un bénéfice net de **4 897 698 199 F CFA**, après une dotation aux amortissements de **725 477 471 F CFA** et un impôt sur les bénéfices de **1 403 774 350 F CFA**.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, établi conformément à la réglementation bancaire, approuve sans réserve ledit Rapport pour l'exercice 2011.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et décharge les Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur comme suit :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice 2011	4 897 698 199
Reliquat sur report à nouveau 2010 (r.a.n 2010 – distribution gratuite d'actions)	2 204 016 013
Total à répartir	7 101 714 212
Affectation proposée par le Conseil d'Administration :	
Réserve légale (15 % du résultat net)	734 654 730
Dividende brut 2011	2 400 000 000
Report à nouveau 2011	3 967 059 482
TOTAL RÉPARTI	7 101 714 212

TROISIÈME RÉOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que **le dividende par action de l'exercice 2011 est de 3 000 F CFA Brut**.

Ce dividende sera versé aux actionnaires détenteurs des 800 000 actions portant jouissance sur l'exercice 2011, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 12,5 % sur le dividende brut.

Il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 2 625 F CFA par action.

Le paiement de ce dividende s'effectuera à compter du 2 mai 2012 par le biais des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, selon les procédures prévues par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer le montant des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2012 à la somme de cinquante cinq millions cent mille trois cent quatre-vingt huit (55 100 388) F CFA.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler pour trois ans conformément aux dispositions de la Loi Bancaire du 20 novembre 2008, le mandat des Commissaires aux Comptes :

- SOFIDEC SARL, 01 BP 3800 Ouagadougou, Commissaire aux Comptes titulaire, représentée par Monsieur SINARE Oumarou Gilbert ;
- Cabinet ROSETTE NACRO, 01 BP 1955 Ouagadougou, Commissaire aux Comptes titulaire, représenté par Madame Rosette RIFFARD/NACRO.

Leur mandat viendra à expiration le jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler pour trois ans conformément aux dispositions de la Loi Bancaire du 20 novembre 2008, le mandat du premier Commissaire aux Comptes suppléant :

- Cabinet ACECA, Commissaire aux Comptes suppléant, représenté par Monsieur Jean-Baptiste SO.

Son mandat viendra à expiration le jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, décide de l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de quatre milliards (4 000 000 000) de F CFA, par appel public à l'épargne sur le Marché Financier de l'UMOA.

Les principales caractéristiques de cette émission obligataire sont les suivantes :

Émetteur :	BOA-BURKINA FASO.
Nature des titres :	Obligations dématérialisées négociables sur la BRVM.
Arrangeur et Chef de file :	SGI ACTIBOURSE.
Mode de placement :	Appel Public à l'Épargne.
Membres placeurs :	Groupe BANK OF AFRICA et toutes Sociétés de Gestion et d'Intermédiation Agréées par le Conseil Régional.
Montant de l'émission :	4 000 000 000 F CFA.
Nombre de titres :	400 000.
Durée de l'emprunt :	5 ans.
Mode d'amortissement :	amortissement linéaire constant sur cinq (5) ans.

Taux d'intérêt :	en harmonie avec les conditions actuelles du marché financier pour des opérations de natures analogues.
Mode de paiement des intérêts :	annuellement.
Forme des titres :	dématérialisée.
Prix d'émission, valeur nominale :	10 000 F CFA.
Date de jouissance :	les obligations auront pour date de jouissance le troisième jour ouvrable suivant la date de clôture des souscriptions.
Garantie :	la BOA-BURKINA FASO demandera la garantie à première demande de BOA WEST AFRICA.
Clause de rachat :	la BOA-BURKINA FASO se réserve le droit de racheter tout ou partie de ses obligations, à tout moment sur le marché.
Clause Pari Passu :	la BOA-BURKINA FASO s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations en principal et intérêts, à ne pas consentir de garantie particulière à d'autres obligations émises ou à émettre sans en faire bénéficier, au même rang, les obligations objet de cette émission.
Masse des obligations :	les porteurs d'obligations de la présente émission pourront se grouper en une masse jouissant de la personnalité juridique conformément aux dispositions légales et réglementaires.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de demander que les obligations émises portent une garantie à première demande de BOA WEST AFRICA, Holding régionale du Groupe BANK OF AFRICA.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

En conséquence, de ce qui précède, l'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration à l'effet :

- d'arrêter les modalités pratiques de l'emprunt obligataire ;
- de fixer le taux de rémunération au moment de l'émission pour tenir compte de l'état du marché, pour les opérations similaires ;
- et généralement, d'accomplir toutes les démarches nécessaires en vue de parvenir à la bonne fin de l'opération.

DIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs à l'effet d'accomplir tous dépôts, publicités et formalités légales.

FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditor's report on fiscal year 2011, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the results and financial statements as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2011 closed with a profit of **CFAF 4,897,698,199**, after amortizations of **CFAF 725,477,471** and corporate income tax of **CFAF 1,403,774,350**.

In addition, after reviewing the external auditors' special report, which was drawn up in accordance with current banking regulations, the Meeting unreservedly approved this report for fiscal year 2011.

Consequently, the Annual General Meeting fully and unreservedly ratified the management and actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2011. The Meeting also granted discharge to the external auditors for performance of their duties in the same period.

SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
2011 net income for the period	4,897,698,199
Remainder on 2010 retained earnings (2010 retained earnings – free share distribution)	2,204,016,013
Total for distribution	7,101,714,212
Allocation proposed by the Board of Directors:	
Legal reserve (15% of net income)	734,654,730
2011 gross dividend	2,400,000,000
2011 balance brought forward	3,967,059,482
TOTAL DISTRIBUTION	7,101,714,212

THIRD RESOLUTION

In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that **for 2011 a gross dividend of CFAF 3,000 will be paid per share.**

This dividend will be paid to holders of the 800,000 shares entitled to interest in 2011, after payment to the State of tax on income from securities at 12.5% of the gross dividend.

Shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 2,625 per share.

This dividend will be paid out on 2 May 2012 at the management and intermediation company, based on the procedures stipulated by the regional securities market (BRVM).

FOURTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors proposal to set the total annual post allowances of Board of Directors members for the 2012 financial year at fifty-five million one hundred thousand, three hundred eighty-eight CFA francs (CFAF 55,100,388).

FIFTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting, in accordance with the Banking Law of 20 November 2008, approved the Board of Directors' proposal to reappoint for three years as statutory auditors:

- SOFIDEC SARL, 01 BP 3800 Ouagadougou, Statutory Auditor, represented by Mr Oumarou Gilbert SINARE;
- Cabinet ROSETTE NACRO, 01 BP 1955 Ouagadougou, Statutory Auditor, represented by Mrs Rosette RIFFARD/NACRO.

Their terms will expire on the day of the Annual General Meeting held to approve the accounts of the financial year ending 31 December 2014.

SIXTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting, in accordance with the Banking Law of 20 November 2008, approved the Board of Directors' proposal to reappoint for three years as substitute statutory auditor:

- Cabinet ACECA, Substitute Statutory Auditor, represented by Mr Jean-Baptiste SO.

Its term will expire on the day of the Annual General Meeting held to approve the accounts of the financial year ending 31 December 2014.

SEVENTH RESOLUTION

The Annual General Meeting, after deliberating on the matter, voted to issue bonds amounting to four billion CFA francs (CFAF 4,000,000,000) through a public offer on the financial market of the WAMU.

The issue's main characteristics are as follows:

<i>Issuer:</i>	<i>BOA-BURKINA FASO.</i>
<i>Nature of securities:</i>	<i>Dematerialised bonds traded on the BRVM regional securities market.</i>
<i>Arranger and Lead Bookrunner:</i>	<i>SGI ACTIBOURSE.</i>
<i>Offering procedure:</i>	<i>Appeal to Public Savings.</i>
<i>Sales agents:</i>	<i>BANK OF AFRICA group and all asset management and intermediation firms certified by the Regional Council.</i>
<i>Issue amount:</i>	<i>CFAF 4,000,000,000.</i>
<i>Number of bonds:</i>	<i>400,000.</i>
<i>Bond duration:</i>	<i>5 years.</i>
<i>Repayment terms:</i>	<i>linear repayment over five (5) years.</i>
<i>Interest rate:</i>	<i>in accordance with current financial market conditions for analogous transactions.</i>
<i>Frequency of interest payout:</i>	<i>annually.</i>
<i>Form of securities:</i>	<i>dematerialised.</i>
<i>Issue price, nominal value:</i>	<i>CFAF 10,000.</i>
<i>Vesting date:</i>	<i>bonds shall fully vest on the third business day following the date that subscriptions are closed.</i>
<i>Underwriter:</i>	<i>BOA-BURKINA FASO will request a first-demand guarantee from BOA WEST AFRICA.</i>
<i>Buyout clause:</i>	<i>BOA-BURKINA FASO reserves the right to buy back all or part of its bonds on the market at any time.</i>
<i>Pari Passu clause:</i>	<i>BOA-BURKINA FASO undertakes, until the full repayment of bonds in principal and interest, not to grant any particular guarantee to other bonds issued or to be issued without first granting such a guarantee at the same rank to bonds in this issue.</i>
<i>Collective action clause:</i>	<i>holders of bonds under this issue may join together in one group enjoying a legal personality, in accordance with legal and regulatory provisions.</i>

EIGHTH RESOLUTION

The Annual General Meeting, after deliberating on the matter, voted to ask that bonds issued carry a first-demand guarantee from BOA WEST AFRICA, the regional holding company of the BANK OF AFRICA Group.

NINTH RESOLUTION

Accordingly, the Annual General Meeting delegates all powers to the Chairman of the Board of Directors:

- to set the practical procedures for the bond issue;*
- to set the remuneration rate at the time of issue, based on market conditions for similar operations;*
- and, generally, to take any action necessary to carry out the operation.*

TENTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

Annexes

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2011 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN EN DEVISES

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31 décembre 2011, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVISES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes de actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 50 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale relatives à la comptabilisation et provisionnement des engagements en souffrance. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2011 est de 89,5 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	20 %
CONSTRUCTIONS	
MATÉRIEL DE TRANSPORT	25 %
AMÉNAGEMENT - INSTALLATIONS	10 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU (SELON NATURE)	10-25 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	33 1/3 %

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2010*		Au 31/12/2011*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	48 102	2 926	46 401	27 915
DE 1 MOIS À 3 MOIS			9	
DE 3 MOIS À 6 MOIS			15	
DE 6 MOIS À 2 ANS			97	
DE 2 ANS À 5 ANS				
PLUS DE 5 ANS				
TOTAL	48 102	2 926	46 522	27 915

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2010*		Au 31/12/2011*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	45 881	122 131	51 344	159 527
DE 1 MOIS À 3 MOIS	8 446	10 418	6 898	20 315
DE 3 MOIS À 6 MOIS	5 956	12 273	9 717	6 441
DE 6 MOIS À 2 ANS	23 866	12 053	31 361	5 625
DE 2 ANS À 5 ANS	27 239	40 893	32 650	30 979
PLUS DE 5 ANS	4 708	123	4 666	131
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	3 321		2 570	
TOTAL	119 417	197 891	139 206	223 018

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2010*		Au 31/12/2011*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	42 865	42 143	59 371	49 749
ENTREPRISES PRIVÉES	57 419	139 976	58 195	158 428
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	19 116	15 275	21 624	14 659
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	17	497	16	182
TOTAL	119 417	197 891	139 206	223 018

* En millions de F CFA.

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CRÉANCES DOUTEUSES	8 611	8 982
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-7 076	-8 041
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	1 535	941
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	1 786	1 629
CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES	3 321	2 570

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• BANK OF AFRICA – BÉNIN	305	305	10 073	3,03 %
• BOA-FRANCE	459	265	4 592	10,00 %
• SOFIGIB	40	40	1 200	3,33 %
SOUS TOTAL	804	610	15 865	
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AISSA	7	7	42	16,67 %
• AGORA	250	250	5 000	5,00 %
• AFRICINVEST	113	113	38 112	0,30 %
• ACTIBOURSE	22	22	350	6,29 %
• CTMI UEMOA	17	17	1 850	0,92 %
• VISA	5	5		
• PARTICIPATION CRRH UEMOA	100	100	3 426	2,92 %
• SCI OLYMPE	701	701	1 000	70,10 %
• UNION DES ASSURANCES VIE - BURKINA	100	100	1 000	10,00 %
SOUS TOTAL	1 315	1 315	50 780	
TOTAL PARTICIPATIONS	2 119	1 925	66 645	

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	367	367		
SOUS TOTAL	367	367		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 486	2 292		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2010*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2011*
IMMOBILISATIONS BRUTES	586	115	-0,4	701
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	-488	-54	0,4	-542
TOTAL NET	98	61	0,0	159

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2010*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2011*
IMMOBILISATIONS BRUTES	6 836	1 262	-220	7 877
• IMMOBILISATIONS EN COURS	101	366	-73	394
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	5 862	657	-45	6 474
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	688	239		927
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	185		-103	82
AMORTISSEMENTS	-3 383	-672	26	-4 029
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	-3 383	-672	26	-4 029
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
TOTAL NET	3 453	589	-194	3 848

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DÉBITEURS DIVERS	240	572
VALEURS NON IMPUTÉES	4	85
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	3 778	5 849
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	5	80
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS		
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS	124	
CRÉANCES RATTACHÉES	1 453	2 373
TOTAL	5 604	8 959

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	1 797	2 305
DETTES RATTACHÉES	2 098	1 998
DIVERS	1 400	3 198
TOTAL	5 295	7 501

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	132	301
PRODUITS À RECEVOIR	12	0
DIVERS	228	257
TOTAL	372	558

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CHARGES À PAYER	544	794
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	691	1 178
DIVERS	304	225
TOTAL	1 539	2 197

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	380	502
PERTES ET CHARGES	45	138
TOTAL	425	640

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2010*	Affectation du résultat 2010*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2011*
F.R.B.G.	2 795		530	3 325
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	1 521		1 170	2 691
RÉSERVES LÉGALES	1 302	459		1 761
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES				
CAPITAL SOCIAL	7 000		1 000	8 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)	300		-300	0
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	1 649	905	-350	2 204
RÉSULTAT 2010	3 064	-3 064		0
RÉSULTAT 2011			4 898	4 898
TOTAL	17 631	-1 700	6 948	22 879

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2008	2 075
2009	360
2010	360
2011	530
SOIT AU 31/12/2011	3 325

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO s'élève à 8 000 millions de F CFA. Il est composé de 800 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	52,24 %
AUTRES BANK OF AFRICA	0,23 %
ATTICA SA	3,89 %
LASSINE DIAWARA	10,24 %
CAURIS CROISSANCE	0,41 %
UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE	8,98 %
ACTIONNAIRES PRIVÉS DE L'UEMOA	24,01 %
TOTAL	100,00 %

* En millions de F CFA.

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
ENGAGEMENTS DONNÉS	51 743	62 606
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 683	2 405
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		3
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	4 683	2 402
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	47 060	60 201
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1	
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	47 059	60 201
ENGAGEMENTS REÇUS	120 764	134 113
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	120 764	134 113
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	11 241	1 800
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	109 523	132 313
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	733	1 918
• À VUE	209	96
• À TERME	524	1 822
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	10 928	12 059
• CRÉANCES COMMERCIALES	522	564
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	2 563	2 913
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 710	1 810
• CRÉDITS À MOYEN TERME	5 957	6 616
• CRÉDITS À LONG TERME	175	156
TOTAL	11 660	13 977

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	216	903
• À VUE	140	140
• À TERME	76	763
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	5 959	6 542
• À VUE	268	1 003
• À TERME	5 691	5 539
TOTAL	6 175	7 445

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	1 552	2 361
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES		51
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 552	2 310
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	116	172
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	13	22
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	103	150

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 556	1 888
CHARGES SOCIALES	288	363
TOTAL	1 844	2 251

* En millions de F CFA.

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	260	295
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	72	39
LOYERS	240	400
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	321	310
PRIMES D'ASSURANCE	139	166
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	687	840
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	348	278
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	196	198
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	438	364
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	507	554
JETONS DE PRÉSENCE	25	37
MOINS-VALUES DE CESSIONS	58	0
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	883	958
TOTAL	4 174	4 439

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	635	725
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	635	725
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		-2
TOTAL	635	723

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 975	3 292
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		194
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		94
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	114	412
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-1 932	-2 205
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-1	
TOTAL	1 156	1 787

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2010	2011
CADRES EXPATRIÉS	2	1
CADRES LOCAUX	11	12
GRADÉS	32	48
EMPLOYÉS	139	160
PERSONNEL NON BANCAIRE	11	11
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	195	232

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVICES

Nature	2010*	2011*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	6 657	10 749
• BILLETS ET MONNAIES	254	266
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	6 403	10 483
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE		10
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	0	10
• REFINANCEMENTS	0	0
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2	1 236
• COMPTES ORDINAIRES	2	1 236

* En millions de F CFA.

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2011

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011	4 898
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2010	2 204
TOTAL À RÉPARTIR	7 102
RÉSERVE LÉGALE (15% DU RÉSULTAT)	735
DIVIDENDE	2 400
RÉSERVES FACULTATIVES	
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	3 967
TOTAL RÉPARTI	7 102

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2007	2008	2009	2010	2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	2 500	4 000	5 000	7 000	8 000
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	250 000	400 000	500 000	700 000	800 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	11 062	13 172	14 713	18 959	23 853
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 370	5 559	6 716	7 387	8 812
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	808	879	1 041	922	1 404
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 410	1 886	2 272	3 064	4 898
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	18 245	11 703	11 350	9 236	11 015
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 639	4 715	4 544	4 377	6 122
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	115	135	161	195	232
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 042	1 248	1 494	1 844	2 251
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*					

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

www.boaburkinafaso.com



GRUPE BANK OF AFRICA

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01 – BURKINA FASO
Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73 – Fax : (226) 50 30 88 74 – Télex : 5543 BF
Swift : AFRIBFBF – Email <information@boaburkinafaso.com>

AGENCES OUAGADOUGOU / OUAGADOUGOU BRANCHES

AGENCE CENTRALE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73
Fax : (226) 50 30 88 74
Email <information@boaburkinafaso.com>

AGENCE ÉLITE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 49 79 08 – Fax : (226) 50 30 88 74
Télex : 5543 BF

BOULEVARD FRANCE-AFRIQUE

Tél. : (226) 50 38 05 45 – Fax : (226) 50 38 05 48

DASSASGHO - ZONE 1

Boulevard des Tensoaba, 300 m côté sud de l'hôpital pédiatrique – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 33 20 21 – Fax : (226) 50 33 20 22

GOUNGHIN

Avenue du Kadiogo – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 34 50 00 – Fax : (226) 50 34 43 14

KWAMÉ N'KRUMAH

Avenue Kwamé N'Krumah – Immeuble Kanazoé
01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 19 88 / 89
Fax : (226) 50 30 19 93

MAISON DE L'ENTREPRISE

132, Avenue de Lyon – 01 BP 1319
Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

MARCHÉ CENTRAL ROOD-WOOKO

Hangars n°1B3047 et 1B3048 – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

NEMNIN

Rue 3.02, Avenue de la Liberté – Face SONAPOST de Nemnin – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

OUAGA 2000

Complexe Commercial Al Fateh Center – BP 1319
Face Hôtel Sofitel Libya, côté Parking – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 37 69 68 – Fax : (226) 50 37 69 76

PISSY

Avenue Tidiane Coulibaly – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

TAMPOUY

Immeuble Boukary Sankara – Face Immeuble Kafando
Avenue Yatenga – 01 BP 1319 – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 49 79 28 – Fax : (226) 50 35 34 00

UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph Ki-Zerbo
01 BP 543 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 79 49 58 – Fax : (226) 50 30 88 74

ZOGONA

1605, Avenue Charles de Gaulle – 01 BP 1319
Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 36 85 27 – Fax : (226) 50 36 85 28

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

BOBO-DIOULASSO

932, Avenue Guillaume Ouédraogo – 01 BP 416
Bobo-Dioulasso 01
Tél. : (226) 20 97 39 15 – Fax : (226) 20 97 39 16

BOBO-DIOULASSO / AGENCE DU BOULEVARD

Tél. : (226) 20 97 51 14 – Fax : (226) 20 97 51 16

BOBO-DIOULASSO / AGENCE DU MARCHÉ

Côté sud-est du Marché Central de Bobo-Dioulasso
Bobo-Dioulasso
Tél. : (226) 20 97 51 05 – Fax : (226) 20 97 51 06

DÉDOUGOU

Situé dans l'enceinte de la CAMEG, Route de Tougan
Dédougou
Tél. : (226) 20 52 12 34 – Fax : (226) 20 52 12 37

ESSAKANE

Site mine d'or – Essakane
Tél. : (226) 40 46 80 94 – Fax : (226) 40 46 80 95

FADA N'GOURMA

Secteur 10 – Nationale n°4 – Face à la Cathédrale de Fada – Fada
Tél. : (226) 40 77 17 74 – Fax : (226) 40 77 17 75

GAOUA

Situé dans l'enceinte de la CAMEG – Gaoua
Tél. : (226) 20 97 39 15 – Fax : (226) 20 97 39 16

KOUDOUGOU

1852, rue 2.18 – BP 43 – Commune de Koudougou
Région du Centre-Ouest
Tél. : (226) 50 44 07 45 – Fax : (226) 50 44 07 46

KOUPÉLA

Secteur 3 – Face au District Sanitaire – BP 185
Koupéla
Tél. : (226) 40 70 04 44 – Fax : (226) 40 70 04 33

POUYTENGA

Secteur 5 – Coté Nord – Marché Central – Pouytenga
Tél. : (226) 40 70 66 66 – Fax : (226) 40 70 60 66

TENKODOGO

Nationale N°16 – Face Station Total – Tenkodogo
Tél. : (226) 40 70 04 44 – Fax : (226) 40 70 04 33

www.bank-of-africa.net